

**Note explicative
sur
la situation au Liban**

— 5 —

1976

للموثيق والابحاث

Documentation & Research

Ce qui s'est passé au Liban depuis 10 mois a suscité l'étonnement d'une foule d'observateurs, à l'exception peut-être de quelques personnes particulièrement averties du contexte historique, ethnique, social et politique où se déroule cette tragédie.

Pour avoir une vision claire de la situation, il faudrait commencer par une brève rétrospective depuis les premiers siècles de notre ère, puis dégager les traits distinctifs et la raison d'être du Liban, enfin brosser le tableau de la période récente et du rebondissement de la fameuse «Question d'Orient» dans laquelle se trouve organiquement impliqué ce pays.

Le Liban, province romaine, reçut au lendemain de la Pentecôte, le Message Evangélique que les Apôtres propagèrent en quelques années jusqu'à l'Asie Mineure. C'est à Antioche au Nord de notre côte méditerranéenne que, pour la première fois, les disciples de Jésus de Nazareth furent appelés «chrétiens».

Les habitants de notre région ont toujours été ouverts aux cultures qui fleurissaient en Orient et en Méditerranée. Ils ont toujours parlé deux ou trois

langues: d'abord le phénicien, le babylonien et l'égyptien; puis l'araméen, le grec et le latin jusqu'à la conquête arabe. C'est ainsi qu'à l'apogée de Rome, et plus tard de Byzance, l'araméen était la langue courante, le grec la langue des philosophes, des théologiens et de la liturgie, et le latin la langue des tribunaux et des jurisconsultes.

Beryte, aujourd'hui Beyrouth, était célèbre dans tout cet Empire par son Ecole de Droit. On lui conféra le titre de «Berytus nutrix legum» (Beryte mère des lois). Et lorsque Justinien fit la refonte des lois de l'Empire dans le «Corpus Juris Civilis», les codificateurs eurent pour mission de puiser leurs sources chez les grands jurisconsultes qui faisaient autorité depuis trois siècles. L'un d'eux Ulprien, était libanais né à Tyr. Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'être juriste pour savoir que le Droit Romain a inspiré et imprégné toutes les législations et que le nom d'Ulprien est familier à tous les étudiants de droit civil.

La langue grecque à l'époque chrétienne connaît dans notre région une remarquable floraison. St. Luc écrivit son évangile en grec. Paul, bras séculier du Sanhédrin avant d'être l'Apôtre des Nations, une fois frappé par l'illumination du Christ sur le chemin de Damas, s'est mis à prêcher sa doctrine, et c'est en grec

qu'il rédigea ses Epîtres. Quant à la Patrologie Grecque, elle est riche de nombreux écrits dont les auteurs sont originaires de chez nous.

Après l'arrivée des conquérants musulmans qui amenèrent leur langue jusqu'à nos rivages, l'arabe était d'abord confiné à l'Administration tandis que le grec restait le véhicule de la pensée philosophique et théologique même dans la capitale des Omayades, Damas, où Jean le Damascène, Père de l'Eglise Universelle, composa au VIII^e siècle ses ouvrages enseignés jusqu'aujourd'hui dans les séminaires et facultés catholiques d'Occident.

Enfin, l'Araméen, langue parlée par le Christ, mit longtemps à disparaître, et encore pas complètement. Il existe aujourd'hui quelques petits villages près des Cèdres du Liban ou au Nord de Damas, logés dans l'anfractuosité des montagnes grâce auxquelles leurs traditions ont résisté à l'épreuve du temps, où les habitants continuent de parler l'araméen entre eux, tout comme un habitant d'Arles parle le provençal.

Ce survol rapide est pour rappeler à ceux qui l'auraient oublié, que les Chrétiens d'Orient, dont la concentration massive au Liban est le résultat de

migrations à travers les siècles vers ce pays-refuge, ne sont pas de souche récente ni de culture importée, mais qu'ils descendent en filière ininterrompue des premiers chrétiens. Ils n'ont rien d'arabe.

D'autre part, la chaîne montagneuse libanaise, plongeant presque à pic le long de l'étroite côte méditerranéenne, a toujours été le pays d'élection des minorités fuyant les persécutions. La première communauté réfugiée fut celle des Maronites, disciples de St. Maron, arrivés en deux exodes: le premier au VI^e siècle et le second après la conquête arabe de la Syrie vers le milieu du VII^e siècle.

Ces Maronites, de race araméenne comme tous les habitants de la Syro-Mésopotamie, n'ont pas tardé à absorber les Cananéens qui peuplaient encore des localités de la montagne et du littoral phénicien.

Des apports ultérieurs de diverses ethnies vinrent tout au long des siècles, à titre transitoire, puis définitif, s'établir dans les montagnes et sur la côte: Druzes chassés d'Egypte, Musulmans Chiites persécutés par la majorité sunnite, Arméniens, Persans, Grecs, Francs, Albanais, Tcherkess et jusqu'aux Polonais emmenés captifs par Staline en 1939. Tous se sont fondus dans le creuset libanais

pour produire cette mosaïque unique au monde de races et de religions.

Pour en avoir une idée globale, on peut grouper cette mosaïque sous deux ailes: la communauté chrétienne et la communauté mahométane. De par leurs origines et les causes semblables de leurs migrations vers le Liban, ces deux communautés se sont trouvées souvent unies pour résister à la puissance dominatrice notamment l'arbitraire des Ottomans.

On peut donc dire que *le Liban est une patrie de minorités associées en une même volonté de coexistence sur pied d'égalité dans le respect des valeurs humaines et spirituelles.*

C'est ce qu'on appelle «la formule libanaise» dont il a été tellement question depuis quelque temps.

Cette formule est la raison d'être du Liban. Car, dans cet immense monde arabe de 132 millions d'habitants, le Liban est le seul pays où chacun se sent citoyen à part entière sans besoin d'être le protégé d'une majorité. Sur une superficie d'environ 12 millions de Kms carrés que représentent les Pays Arabes, ce petit rectangle de 10.000 kms carrés est le

seul point de chute où peuvent vivre dans une symbiose enrichissante tous les minoritaires épris de liberté, dont la fierté ne supporte pas qu'ils soient l'objet d'une protection hautaine ni d'une tolérance bienveillante et à plus forte raison de vexations ou de rigueurs policières (même frappant l'ensemble d'un pays). En effet, en pays d'Islam, le Coran prescrit de «tolérer» et même de «protéger» les «gens du Livre» (chrétiens et juifs) à condition qu'ils payent la taxe à laquelle sont soumis les sujets non-musulmans (Coran IX, 29).

Le Liban qui reçut le plein exercice de son indépendance à la cessation du Mandat Français en 1944 et qui fut admis aux Nations Unies comme membre fondateur, prit son départ en tant qu'état souverain sur la base d'un accord ou «pacte national» entre ses deux ailes en vertu duquel la communauté chrétienne renonçait à la protection française (laquelle remontait bien avant la période du Mandat, jusqu'aux Capitulations conclues entre François 1er et Soliman le Magnifique), contre quoi la communauté musulmane renonçait à tout irrédentisme unitaire avec la Syrie ou les autres pays arabes.

Cet équilibre qui semblait stable et harmonieux, devait favoriser singulièrement l'expansion du Liban,

lequel ne tarda pas à occuper une place de tout premier plan dans le bassin oriental de la Méditerranée, tant au point de vue économique que culturel et de relations humaines.

Malheureusement, sur le plan politique, les tiraillements n'ont pas tardé à se produire principalement du fait de la conception différente de la nation et de la souveraineté chez les chrétiens et chez les musulmans. Les premiers, en qui Maurice Barrès reconnaissait des participants au patrimoine de «la pensée héritière d'Athènes, de Rome et de Paris», conçoivent la Patrie, la Nation, la Souveraineté, selon l'acception du Droit International, tout en reconnaissant le Liban comme inséré dans le monde arabe auquel l'attachent des liens très intimes. Par contre, pour l'Islam, la patrie c'est la Nation Musulmane, en arabe la «Oumma», qui a toujours considéré comme artificielles ou transitoires les frontières des pays d'Islam. Avec les transformations historiques et la constitution d'états musulmans spécifiquement non-arabes, la conception de la «Oumma» s'est adaptée aux dimensions des pays arabes allant du Golfe Persique à l'Océan Atlantique; les deux critères nécessaires et suffisants de l'arabisme étant la religion musulmane et la langue. Encore que, pour la langue, on ne soit pas très exigeant afin de

pouvoir baptiser «arabes» les musulmans les plus divers: Soudanais, Somaliens Erythréens, Berbères, Nubiens... Or, le Libanais chrétien ne serait pas à l'aise au sein de cette immense famille où il risquait de se sentir étranger ou indésirable.

La stabilité de l'équilibre commença à être troublée avec la poussée du nationalisme arabe qui prit un nouvel élan à l'avènement de Nasser et qui, dès lors, joua au Liban comme force centrifuge, facteur de désordres. Les Chrétiens, qui jouissaient des bienfaits de la liberté et de l'égalité dans leur petit pays grâce à la «formule libanaise», n'avaient aucune hâte à se retrouver comme minorité dans la «Oumma» Arabe, ni à bénéficier de la «tolérance» de la majorité qui est le lot de tous les autres Chrétiens des pays environnants.

Néanmoins, la bonne entente entre les deux communautés prit longtemps le dessus, et même les partenaires musulmans du Liban au sein de la Ligue Arabe ne manquaient pas à l'occasion de souligner son «visage particulier» que, disaient-ils, il fallait respecter et sauvegarder.

Les choses commencèrent à se gâter sérieusement à partir de la débâcle arabe en 1967 qui a suscité l'émergence de la Résistance Palestinienne ou «Fedayin».

Il faut rappeler ici que les Palestiniens expulsés de leur terre par la création de l'Etat d'Israël en 1948 furent répartis entre plusieurs pays d'accueil. Le Liban minuscule, à la densité de population la plus forte du Moyen-Orient (245 contre 33 Egypte, 32 Syrie, 22 Jordanie etc...), se vit imposer le lot le plus important. Le gouvernement libanais d'alors, sur la suggestion des anglais, les logea dans les campements évacués par les troupes alliées après la guerre 1939-45. Il est vrai que ces campements ceinturaient dangereusement les agglomérations libanaises, mais quel risque pour la sécurité du pays pouvaient présenter alors ces «pauvres réfugiés» qui, selon la propagande d'alors, n'allaient pas tarder à regagner leur pays?...

Or, le temps passait sans que la communauté internationale ne réglât leur sort, et les «enfants» de 1948 étaient subitement devenus des hommes en se réveillant après les Six Jours de 1967. Ces Palestiniens qui ont grandi dans les camps ressentirent cruellement l'amertume de leur déréliction et ils décidèrent de prendre en mains leur propre destinée. Les pays arabes responsables de la défaite cherchèrent à se donner bonne conscience en leur aménageant des camps d'entraînement. Le Liban, lui, se considérant toujours lié par la convention d'armistice de Rhodes qui a mis

fin à la première guerre Israélo-Arabe de 1948, ayant eu la sagesse de se tenir à l'écart de la folle équipée de 1967 qui coûta aux belligérants arabes d'immenses étendues territoriales, avait le souci d'éviter que des formations armées étrangères n'évoluent sur son sol, l'exposant à une invasion que les plus puissants pays contigus à l'ennemi n'avaient pu repousser.

Le Liban avait aussi le pressentiment que, s'il tolérait la présence armée des Palestiniens chez lui, il n'arriverait plus à les endiguer en raison de son caractère propre de pays non-musulman alors que les pays voisins, spécifiquement musulmans, pouvaient le faire sans entraves.

Or, c'est justement la raison qui poussait les Fedayin à s'implanter massivement au Liban, d'autant plus que la Syrie et l'Egypte les tenaient bien en laisse et réprimaient sans ménagement leurs moindres incartades. Outre que la Jordanie, qui allait les liquider en 1970 (le fameux «Septembre Noir»), devenait de plus en plus menaçante.

Malheureusement, c'est ici que l'aile musulmane libanaise sollicitée vers la «Oumma» de par sa double allégeance, a appuyé dès l'origine les pressions exercées par la Syrie et l'Egypte de Nasser en faveur

des Fedayin, l'une et l'autre s'étant déjà prémunies contre ces hôtes encombrants.

Et c'est ainsi que nous subîmes l'irruption des Palestiniens armés sur la scène libanaise. C'était en 1969.

Dès lors, la situation commençait à se dégrader lentement mais sûrement.

Les Fedayin se déplaçaient désormais à leur guise dans le Sud et, s'installant à proximité des frontières, bombardaient les agglomérations israéliennes les plus proches. Riposte immédiate des Israéliens et raids meurtriers sur nos villages frontaliers qui forment une région du Liban moins prospère que d'autres. D'où exode de cette population vers le Nord, et spécialement vers Beyrouth: Après avoir subi les réfugiés palestiniens, nous avions maintenant à accueillir *nos* réfugiés libanais, chassés par dizaines de mille de leurs terres du fait des agissements palestiniens.

En automne 1969, la situation avait atteint une telle gravité, que le Liban avait le choix entre se résoudre à la déconfiture, ou sévir avec efficacité

contre les Fedayin, en employant toute la force nécessaire pour défendre sa propre existence. Théoriquement, le second choix était possible, car l'armée libanaise en avait largement des moyens. Si la décision en avait été prise, l'affrontement inévitable n'aurait fait qu'un nombre limité de victimes. L'opération aurait été insignifiante comparée à la répression que le roi Hussein de Jordanie déclencha en Septembre 1970 se débarrassant des Fedayin au prix de 20.000 victimes palestiniennes. Les remous soulevés alors par ce massacre n'ont pas duré longtemps car le bourreau était musulman.

Mais en politique bien plus qu'ailleurs, il y a un abîme entre la théorie et la réalité. En fait, les Palestiniens avaient l'appui inconditionnel du Baas Syrien et de Nasser; de plus, l'Islam libanais, mû par son allégeance à la «Oumma», ne pouvait qu'acquiescer aux volontés des pays «frères», même si le Liban devait en payer le prix de sa propre existence.

Le Liban — profondément déchiré — se résigna donc à accepter les Accords du Caire (Nov. 69), véritable diktat des pays arabes signé en présence de Nasser.

للموثيق والباحث

Documentation & Research

A partir de là, malgré les limitations contractuelles aux activités des Palestiniens, ces derniers, ayant désormais obtenu leur présence armée consacrée par un texte, ne se contentaient plus de transformer leurs camps de réfugiés en camps retranchés, s'arrogeant une extraterritorialité de fait, mais débordaient à travers tout le Liban, se manifestant en armes partout, allant jusqu'à se livrer à des vérifications d'identité de Libanais dans leur propre pays.

L'O.L.P. se mit à délivrer discrétionnairement des cartes de combattant à des individus de toute provenance et même à des libanais musulmans qui, plus tard, dirigèrent leurs armes contre leur propre armée. Les camps palestiniens recevaient ainsi à bras ouverts un ramassis d'anarcho-terroristes cherchant aventure et qui rejoignaient la Résistance Palestinienne chacun pour ses buts: Japonais rouges, Yéménites, Coréens, irrédentistes de tout acabit etc...

Lorsque les patriotes libanais ont investi le camp de Dbayé qui coupait de façon meurtrière les communications entre Beyrouth et la montagne libanaise, ils y découvrirent un véritable arsenal et des documents prouvant que l'assassin du roi Fayçal d'Arabie ainsi que le célèbre Carlos y avaient été entraînés.

Par ailleurs, afin d'avoir un appui plus ferme dans leur défi au gouvernement libanais, inquiet de voir son autorité sérieusement entamée, les Palestiniens se sont articulés sur l'Islam libanais, lequel excusait tous leurs abus et profitait de cette conjonction d'intérêts pour revendiquer lui-même des avantages dont il se prétendait frustré.

Ainsi, chaque fois que le Liban se voyait contraint à un affrontement avec les Fedayin, il se heurtait d'une part au barrage dressé de l'intérieur par l'Islam libanais, d'autre part, et surtout, aux réactions des pays-mêmes qui imposaient le plus d'entraves à la liberté d'action des Palestiniens: Nasser, Syrie, Iraq. Et le Liban, écartelé de l'intérieur et menacé de l'extérieur, devait toujours se résigner, tolérer, subir.

Or, il subissait non seulement un groupement supposé homogène et discipliné qui s'appellerait O.L.P., mais encore une prolifération de groupuscules agissant chacun pour son compte et se déclarant lié *ni* par les accords avec l'Etat Libanais *ni* par tous autres engagements ou promesses souscrits par l'O.L.P. Ce qui n'empêchait pas ces dissidents d'exiger la protection de l'O.L.P. et la mobilisation de la solidarité islamo-palestinienne dès qu'ils avaient maille à partir avec l'autorité ou avec un parti libanais comme les Kataëb.

De plus, nous avions droit, grâce à notre régime libéral, à voir ces groupuscules inféodés chacun à un pays «frère» vider leurs querelles chez nous, c'est-à-dire voir notre pays transformé en théâtre d'affrontement de tous les antagonismes arabes; Le Sud Yémen marxiste et le Nord Yémén conservateur, la Libye fanatique de Kadhafi et l'Egypte de Sadate devenue libérale, le Baas syrien et le Baas iraquiens, les révolutionnaires du Dhofar et les vieux émirs du Golfe, Le Maroc royaliste et l'Algérie pseudo-républicaine. Tous agissant par Fédayin interposés et se livrant chez nous une lutte sans merci. Ce qui faisait l'affaire des Services Secrets des Super-Puissances disposant ainsi d'un large clavier pour harmoniser le jeu de leurs intérêts. Ce n'est pas par hasard que l'un des pontifes de la C.I.A., George Godley, fut nommé, il y a environ 2 ans, ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth.

Néanmoins, aux yeux des membres de la «Oumma» arabe, tous les acteurs du drame téléguidés à leur insu, *restent des patriotes et des nationalistes.*

Mais qu'un leader libanais comme Pierre Gemayel s'avise de protester et de dénoncer les atteintes intolérables à la souveraineté de son pays, et le voilà taxé, par les ténors de cette «Oumma», de félonie, d'isolationisme, de «conféssionalisme», etc...

Nous étions entrés dans la phase du terrorisme psychologique. Le Libanais se sentait, dans son propre pays, traqué par les imposteurs du nationalisme arabe.

Cette situation aggravée par la faiblesse de l'Etat, ne pouvait que susciter inévitablement l'apparition de milices libanaises décidées à empêcher par tous les moyens le naufrage du pays.

La gestation des accords du Sinaï entre l'Egypte et Israël devait faire monter la tension de plus en plus:

- Le Front du Refus, déterminé à faire échouer toute forme de solution pacifique dans la région, reçoit renforts et moyens de la Libye et de l'Iraq.
- La Syrie voyant l'Egypte sur le point de la devancer et de réussir dans ses négociations, cherche à exercer une pression sur les Puissances Occidentales en favorisant l'effritement de l'ordre au Liban, effritement préjudiciable aux intérêts de l'Occident.
- Les Américains, manipulant tout ce monde, espèrent trouver dans l'éclatement du Liban une solution accommodant les adversaires: les Israéliens garderaient le Golan, tandis que les Syro-Palestiniens se partageraient les dépouilles de l'entité libanaise.

Le Liban était mûr pour la déflagration. Une étincelle, une provocation y suffirait et les prétextes ne manquaient pas.

Ce qu'il faut d'abord bien comprendre dans ce drame, c'est son caractère non seulement de guerre civile mais aussi de guerre étrangère. Les troubles qui ont éclaté le 13 Avril 1975 ont mis aux prises non pas seulement chrétiens et musulmans libanais, ces derniers se tenant d'abord résolument à l'écart, mais aussi libanais patriotes et syro-palestiniens provocateurs.

Le 13 Avril, se livrant à une véritable parade militaire avec équipements et véhicules, les Syriens et les Palestiniens ont délibérément allumé un feu qui a fini par embraser tout le pays.

Ce jour-là aussi, on fit la découverte de la Résistance Libanaise qui, à la surprise générale, se révéla capable de faire échec à tous les naufrageurs du pays. L'acharnement de cette Résistance dans la lutte s'avéra d'une efficacité absolument inattendue.

Au bout du premier mois d'affrontement, les Palestiniens, ainsi que ceux qui les manipulaient, — les Syriens surtout — étaient dans le désarroi. Force fut

alors aux agents secrets des divers bords de trouver un nouveau ferment de discorde, et l'on recourut aux ancestrales rivalités confessionnelles qui donnèrent aux affrontements un certain aspect de guerre civile.

L'escalade de la violence allait de pair avec l'affaiblissement progressif de l'Etat, dû à l'incapacité et à la pusillanimité des dirigeants, tandis que les Résistants, groupés en un front du Rassemblement Libanais, renforçaient leur organisation et démontraient à ceux qui veulent l'éclatement du Liban que leur victoire était impossible.

C'est alors que la Syrie, qui avait toujours été présente dans les coulisses, estima qu'un pourrissement total de la situation pourrait menacer son propre équilibre. Elle intervint donc en tendant, en apparence la main au Rassemblement Libanais et en affecte de lui garantir qu'elle mettrait au pas les éléments fauteurs de désordre au Liban. Ce qu'elle n'a pas toujours fait.

De cette épreuve de force, il est résulté un double discrédit pour la Résistance Palestinienne:

- Discrédit militaire d'abord: car l'issue des combats a révélé que cette Résistance, dont la

- raison d'être est de libérer un jour la Palestine, malgré les pétro-dollars et les armements qu'elle reçoit à flot de toute provenance, a été tenue en échec par une poignée de libanais déterminés.
- Discrédit moral surtout, car les Palestiniens, en s'attaquant au Liban, pays-refuge, et en y allumant les passions confessionnelles, ont porté un coup mortel à leur grand projet d'état palestinien laïc et démocratique où ils invitaient Musulmans, Chrétiens et Juifs à coexister dans une entente cordiale à l'exemple de la fameuse «formule libanaise».

Conclusion:

Souvent dans le passé récent, des publicistes et hommes d'Etat de par le monde, y compris le monde arabe, ont répété cette phrase: «Si le Liban n'existe pas, il aurait fallu l'inventer». Or, durant les 10 derniers mois, on a assisté au spectacle aberrant suivant: des intérêts sordides, des bords les plus opposés, conjugués ensemble pour détruire ce même Liban.

D'autre part, les pays d'Occident ayant leur part de responsabilité dans le drame palestinien qui est à l'origine du drame libanais, n'ont pas l'air concernés par ce qui se passe à l'autre bout de la Méditerranée. Or, si les Palestiniens sont condamnables sévèrement

pour leurs agissements dans le pays qui leur a donné asile, il n'en faut pas moins, rechercher une solution équitable à leur cause.

Si l'Occident laisse l'actuel rebondissement de la Question d'Orient à la discrétion de la C.I.A. et du K.G.B., nous risquons d'arriver au pire. Les Palestiniens aigris pour toujours et installés désormais dans l'«errance», seront les éternels fauteurs de troubles dans cette partie du monde, et le Liban resterait indéfiniment exposé à une nouvelle tourmente.

Ce Liban, qu'il aurait fallu inventer s'il n'existant pas, l'Europe le verrait disparaître en se contentant de verser quelques larmes, alors que, par une action coordonnée, courageuse et intelligente, elle pourrait jouer un indispensable rôle constructif pour ramener une paix stable dans l'Orient Méditerranéen. La France surtout qui a retrouvé un prestige dans le monde arabe jamais atteint, et au double titre de leader principal dans cette Europe, et de Puissance ayant des liens privilégiés et exceptionnels avec le Liban, est appelée à imposer la présence européenne dans l'instauration d'une telle paix; la France qui, mieux que tout autre, sait que la destruction de la formule libanaise serait non seulement un désastre pour le Liban, mais une

perte irréparable pour le monde civilisé, si tant est que les nations qui en forment le noyau, Etats-Unis compris croient encore au droit des petits pays de compris, tout en conservant leur dignité et leur liberté.



Documentation & Research

Collection : «Question Libanaise»

Brochures parues:

- 1 — Témoignages vivants sur la crise que traverse le Liban, 1975
- 2 — Note sur la Question Libanaise, 1975
- 3 — Lumières franches sur la Question Libanaise, 1975
- 4 — La crise libanaise dans ses principales dimensions, 1976
- 5 — Note explicative sur la situation au Liban, 1976



Documentation & Research L.L.